



La chronique financière de Gefip dans Valeurs Actuelles

L'un des associés de Gestion Financière Privée décrypte l'environnement des marchés.

Contactez ici [Arnaud Puiseux, Associé Gefip.](#)

ÉCONOMIE & ENTREPRISES

CHARLES RUSSELL SPEECHLYS

FINANCES PUBLIQUES



Par Arnaud Puiseux
Associé Gefip

Ponzi, c'est fini !

Le décès de Madoff dans une prison américaine vient nous rappeler que les pyramides de Ponzi finissent mal. L'État français use et abuse de l'environnement de taux faibles pour augmenter sa dette au lieu de diminuer son train de vie. Avec un déficit budgétaire anticipé de 9 % du PIB en 2021 et un ratio de dette sur PIB de 118 %, la France est dépendante de ses créanciers. Le "quoi qu'il en coûte" pouvait se justifier lors du premier confinement ; il semble temps de cesser cette politique keynésienne et de revenir à une gestion vertueuse. L'argent public devrait avoir pour vocation de soutenir les relocalisations et l'investissement dans des secteurs d'avenir... Sans changement de cap, une pression fiscale accrue deviendra inéluctable. Les obligations de l'État français servent des taux nominaux et réels négatifs jusqu'à une maturité de dix ans. En tant qu'investisseurs, nous privilégions celles dont le rendement est indexé sur l'inflation ainsi que l'or, très en retard sur les autres matières premières et qui permet de s'immuniser contre la hausse de l'inflation.

FINANCES PUBLIQUES



Par Arnaud Puiseux
Associé Gefip

Ponzi, c'est fini !

Le décès de Madoff dans une prison américaine vient nous rappeler que les pyramides de Ponzi finissent mal. L'État français use et abuse de l'environnement de taux faibles pour augmenter sa dette au lieu de diminuer son train de vie. Avec un déficit budgétaire anticipé de 9 % du PIB en 2021 et un ratio de dette sur PIB de 118 %, la France est dépendante de ses créanciers. Le "quoi qu'il en coûte" pouvait se justifier lors du premier confinement ; il semble temps de cesser cette politique keynésienne et de revenir à une gestion vertueuse. L'argent public devrait avoir pour vocation de soutenir les relocalisations et l'investissement dans des secteurs d'avenir... Sans changement de cap, une pression fiscale accrue deviendra inéluctable. Les obligations de l'État français servent des taux nominaux et réels négatifs jusqu'à une maturité de dix ans. En tant qu'investisseurs, nous privilégions celles dont le rendement est indexé sur l'inflation ainsi que l'or, très en retard sur les autres matières premières et qui permet de s'immuniser contre la hausse de l'inflation.



La lettre de la bourse

47,55
JUN 20

ACTIONNAIRES : État français (20,46 %), Predica (5,06 %)
PRÉSIDENTE-DIRECTRICE GÉNÉRALE : Stéphane Pallez

ses perspectives. L'an dernier, malgré l'arrêt des paris sportifs lié à l'interruption des manifestations sportives, la société a été en mesure de maintenir son résultat opérationnel courant à 325 millions en dépit d'une contraction de 6,8 % des mises et de 6,3 % du chiffre d'affaires. Son secret : un plan d'économies de 80 millions d'euros. Celui-ci va amplifier le rebond anticipé des mises et des revenus. Au premier trimestre, ces deux paramètres se sont appréciés sur un an respectivement de 12 % à 4,6 milliards et de 5 % à 500 millions. Le consensus du marché anticipe une augmentation de 26 % du bénéfice à partir d'un chiffre d'affaires estimé en hausse de 13 %.

Retrouvez nos conseils sur www.lalettredelabourse.fr

nt  Once d'or 
1892\$

